

Avant-propos

Pour entrer dans le circuit économique, les politiques actuelles privilégient une porte d'entrée située à droite. En quoi cette façon de penser l'économie oriente-t-elle certains choix ? Permet-elle réellement de répondre aux besoins des populations ? Voici les questions abordées par Annick Page dans cette analyse.

Mots-clés : Argent - Consommateur - Économie - Politique

Introduction

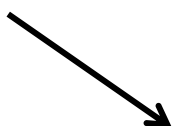
Dans le langage courant, le terme « circuit » fait référence à un parcours en boucle, un parcours fermé : on parle de circuit automobile, de circuit électrique. Cependant, un circuit, même fermé, comporte toujours une entrée ou une source d'énergie.

L'analyse qui suit montre que la métaphore du circuit peut également s'appliquer à l'économie. La question qui sera développée ici concerne plus particulièrement le choix de la porte d'entrée dans le circuit. Cette question peut sembler anodine et pourtant, elle entraîne de profondes implications pour les citoyens. Aujourd'hui, les politiques économiques mises en place ont choisi une porte d'entrée, celle de l'entreprise. Ces politiques permettent-elles de répondre aux besoins des populations ? Travaillent-elles au bénéfice du bien-être des citoyens ? Rien n'est moins sûr !

Le circuit économique : petit traité théorique

Le circuit de l'économie comprend deux postes principaux : **la population** (que l'on nomme aussi les "citoyens", les "consommateurs") et **les entreprises** (appelées aussi les "producteurs"). Ces deux acteurs se rencontrent sur un troisième poste : **le marché des biens et des services**.

Population



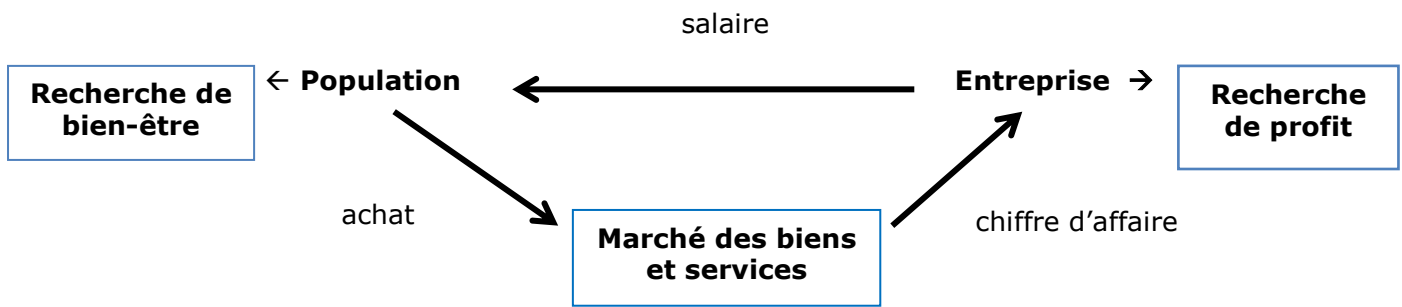
Entreprises



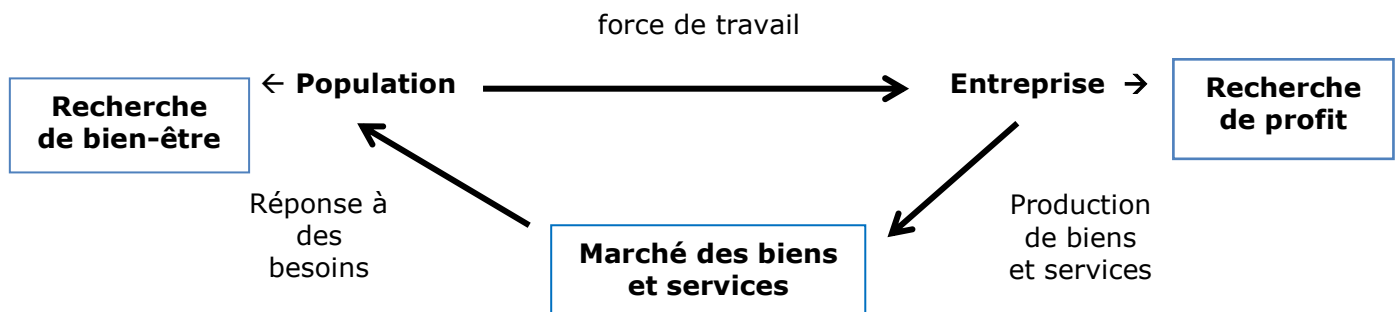
Marché des biens et des services

Ce circuit comprend aussi deux mouvements inverses :

Le mouvement de circulation de l'argent. La population achète sur le marché des biens et services, ce qui lui est nécessaire pour vivre, pour répondre à ses besoins et à son bien-être. Le chiffre d'affaire réalisé par l'entreprise permet à celle-ci de payer les salaires et de faire du profit. La population acquiert des biens notamment grâce aux revenus du travail.



Dans le sens opposé, on trouve le mouvement de circulation des biens et services. La population vend sa force de travail pour permettre à l'entreprise de produire des biens. Ces biens seront mis sur le marché et les citoyens les utiliseront pour répondre à leurs besoins.



Le circuit économique est donc un circuit à double sens : les flux d'argent dans un sens, la circulation des services et produits de l'autre. Une question se pose dès lors : quelle porte d'entrée faut-il choisir pour intégrer le circuit ? Question importante car chaque porte d'entrée implique une sélection de décideurs, des objectifs précis, une organisation des relations économiques entre acteurs et des implications pour chacun de ces acteurs. Faire le choix politique de l'une ou l'autre entrée conduira à un schéma économique qui privilégiera un acteur plutôt qu'un autre. Il n'est pas sûr que les citoyens soient toujours au centre des préoccupations.

Entrée de gauche : la population

La première porte d'entrée possible est celle qui se trouve à gauche, c'est celle de la population. Cela signifie, suivant le schéma, que la raison d'être de l'économie est la recherche de bien-être pour la population.

Afin de garantir le bien-être de chacun, les besoins de la population (citoyens, travailleurs, consommateurs..) doivent être satisfaits. La population va vendre sa force de travail à une entreprise dont l'objectif est de produire des biens et des services qui répondront auxdits besoins.

Le salaire individuel permettra à chacun de satisfaire ses besoins. Les individus se tourneront vers le marché des biens et des services mis à leur disposition par les entreprises, en achetant ce qui leur est nécessaire, en payant le prix négocié.

Le choix de cette porte d'entrée place donc en priorité la recherche du bien-être des citoyens et les questions à se poser sont : que faut-il produire ? En quelle quantité ? Quels biens et services répondront aux demandes et besoins de chacun ?

Michel Husson¹ définit l'économie à partir de cette porte d'entrée : « *d'un point de vue rationnel, l'économie ne devrait être qu'une technologie sociale au service de la satisfaction des besoins humains, compte tenu des ressources disponibles.* »

Dans cette conception, le rôle de l'État est primordial pour assurer le bien-être de chacun et garantir les moyens démocratiques de prise de décisions. Les besoins peuvent être discutés, mis en débat et déterminés par les citoyens eux-mêmes qui seront les garants de la bonne gestion de ces décisions. L'État constitue l'instance pour débattre, légiférer et redistribuer.

À ce stade de la réflexion, il est important de souligner toute la difficulté de définir les besoins d'une population. Un exemple historique illustre bien le piège à éviter : l'ancienne URSS avait mis en place une économie planifiée. L'État décidait, tous les cinq ans, de ce qui allait être produit. Malheureusement, ce pouvoir de décision était aux seules mains d'un parti unique. La pratique n'a pas suivi la théorie et certains dirigeants ont dévoyé ce rôle de « bon père de famille » de l'État. Dans l'ouvrage de Michel Husson², le dessinateur Charb³ illustre bien cette situation (voir ci-contre).



Si l'on veut éviter des dérives, la gestion économique qui fait place au débat citoyen demande un niveau important de délibération démocratique, de négociation, voire de conflits (un exemple : les budgets participatifs initiés à Porto Allegre, Brésil, en 1989)⁴.

Autre élément important, la porte d'entrée du bien-être de la population induit des dimensions telles que la gratuité, le don et le bon usage des ressources. Le travail inclut le bénévolat, la plus-value se trouve dans la collectivité et le souci de l'écologie intervient dans la préservation de la planète. Les produits et services sont considérés en priorité comme étant « utiles à la société ». C'est ce qu'on appelle la « valeur d'usage »⁵.

Au moment de juger de la pertinence de ce type de politique économique, de nombreux outils sont à disposition afin d'en évaluer les impacts. Le choix des indicateurs, des critères permettant d'évaluer un processus est essentiel. Que veut-on évaluer ?

Actuellement, le Produit Intérieur Brut (PIB) et le taux de croissance sont très souvent les seuls indicateurs utilisés pour juger de la santé économique d'un pays. Or, de nombreux articles dénoncent le non-sens de cette manière de fonctionner. Une analyse publiée récemment par le Cefoc⁶ développe des arguments en ce sens.

Pour déterminer les critères permettant de dire si le bien-être d'une population s'est ou non amélioré dans un temps imparti, des propositions d'indicateurs alternatifs existent depuis de nombreuses années, même s'ils n'arrivent pas à s'imposer face au solide PIB. On pense à l'Indice de Développement Humain (IDH) qui se fonde sur trois critères : le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation. On peut aussi citer les indicateurs wallons de situation sociale, de bien-être, d'empreinte écologique, de situation environnementale, de capital économique.

¹ M. HUSSON, *Le capitalisme en 10 leçons. Petit cours illustré d'économie hétérodoxe*, Paris, la Découverte/Poche, 2017, p. 86. Michel Husson, statisticien et économiste français travaille à l'Institut de recherches économiques et sociales (France). Engagé politiquement, il est aujourd'hui militant altermondialiste, membre du conseil scientifique d'Attac.

² Idem, p. 106.

³ Charb, dessinateur et journaliste au journal *Charlie Hebdo*. Il a été assassiné le 7 janvier 2015 dans l'attentat qui a décimé l'équipe de *Charlie Hebdo*.

⁴ Un site intéressant pour comprendre : www.lesbudgetsparticipatifs.fr. L'idée principale consiste à permettre à des collectifs de citoyens de déposer des projets auprès de leur commune. Une partie du budget communal est réservé pour ces projets.

⁵ La « valeur d'usage » s'oppose à la « valeur d'échange » qui se définit à partir du coût de production et de distribution (prix) d'un produit ou d'un service.

⁶ A. PAGE, *Un pays où il fait bon vivre, c'est quoi ?* Namur, Cefoc, Analyse n° 2, 2016.

Entrée de droite : l'entreprise

Malheureusement, le raisonnement précédent ne reflète pas ce qui est observé aujourd'hui dans notre société. La réalité économique montre que la porte d'entrée qui est particulièrement privilégiée aujourd'hui est celle de l'entreprise. En d'autres mots, celle de l'offre de biens et services. Dans ce cas, la raison d'être de l'économie est de créer de la richesse et du profit pour les entreprises. Pour se convaincre du caractère dominant de cette conception, il suffit de consulter les définitions proposées pour le concept d'économie dans les dictionnaires de référence :

Le petit Larousse illustré (2012) : « activités relatives à la production, la distribution et la consommation des biens et des services. »

Le petit Robert (2011) : « science qui a pour objet la connaissance des phénomènes concernant la production, la distribution et la consommation des ressources, des biens matériels dans la société humaine. »

Wikipedia : « L'économie (du grec ancien οἰκονομία/oikonomía : « administration d'un foyer ») est une activité humaine qui consiste en la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et de services. »

C'est ce modèle d'économie que la grande majorité des élites et des médias proposent, présentent et imposent à l'imaginaire du monde occidental.

Si l'on emprunte la porte d'entrée de l'entreprise privée, située à droite, la recherche de profit est primordiale. Le travail s'appelle emploi. Celui ou celle qui n'en dispose pas est marginalisé. La propriété privée et l'exigence de croissance sans fin constituent des dogmes incontournables. L'État a comme rôle principal de faire respecter la sécurité et la justice (et prétend organiser une concurrence « libre et non faussée »).

Derrière ce système économique apparaît en filigrane la « main invisible » du marché, décrite par Adam Smith, économiste anglais. Il s'agit de l'idée selon laquelle le fait que les actions soient uniquement guidées par l'intérêt personnel va permettre de contribuer à la richesse et au bien-être de tous. La loi des débouchés⁷ de Jean-Baptiste Say économiste français (1803) est reprise également pour confirmer le même raisonnement.

La loi de Say affirme que tant que l'on produit, il y aura toujours des débouchés pour la production, toujours quelqu'un pour acheter ce que les entreprises fabriqueront ou proposeront comme services.

Comme exposé plus haut, actuellement, pour évaluer la bonne santé de l'économie, les politiques et les médias se réfèrent essentiellement au produit intérieur brut (PIB) qui reflète la quantité de richesse créée dans le pays pendant une année. Or, cet indicateur ne tient compte que de la production de richesse⁸, ce qui sous-entend que la priorité est donnée à la recherche de profit. Le PIB est largement insuffisant pour rendre compte du bien-être d'une population. Il ne tient nul compte des inégalités de redistribution de richesse, des dégâts faits à l'environnement, du lien entre revenus et sentiment de bien-être ou encore des activités bénévoles assurant une solidarité dans la société.

Conclusion

Pour entrer dans le circuit économique, le choix de la porte d'entrée n'est pas anodin : soit on vise le bien-être pour chacun et pour la communauté, soit on recherche la création de richesse et l'accumulation de profit.

⁷ *Alternatives économiques* résume ainsi la loi de SAY : « La loi de SAY tire son nom de Jean-Baptiste SAY (1767-1832), économiste français devenu célèbre en vulgarisant les analyses d'Adam Smith sur le continent. Sa loi se résume ainsi : les produits s'échangent contre des produits, autrement dit, l'offre crée sa propre demande. Pour produire, une nouvelle entreprise achète des biens ou des services et embauche des salariés : ce faisant, elle dépense de l'argent. Lequel est à son tour dépensé par les bénéficiaires de ces paiements. Le surcroît d'offre est moteur et suscite un surcroît de demande de même importance. Il ne peut y avoir de crise de surproduction, mais simplement des désajustements sectoriels transitoires, par exemple parce qu'il y a trop de production de ceci et pas assez de cela. »

⁸ *Un pays où il fait bon vivre, c'est quoi ?*, op. cit.

Selon le choix opéré, les rôles et positionnements de l'État, des banques, des entreprises et des autres acteurs seront différents. Les politiques économiques mises en place présenteront des visages totalement dissemblables. Les conséquences sur la population, les citoyens seront également tout autres.

Or, aujourd'hui, le monde politique et les grands acteurs économiques (FEB, grands patrons...) présentent leur porte d'entrée comme étant la seule imaginable. Cela fait penser au fameux « TINA » (There is no alternative). Cette idéologie qui veut nous convaincre qu'« il n'y a pas d'alternative » au système actuel. « Il faut de la croissance ! », « Il faut créer de l'emploi ! » sont des slogans régulièrement assésés par l'Europe et le gouvernement belge. Les citoyens se sentent-ils mieux dans ce type de politique ? Les plus faibles voient-ils leur situation s'améliorer ? Les inégalités se sont-elles résorbées un tant soit peu ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

Et si on changeait de porte d'entrée pour voir ?

Annick PAGE,
Formatrice permanente au Cefoc
Avec la collaboration de Guy RAULIN
Volontaire au Cefoc

Démarche pédagogique pour travailler le texte avec un groupe

Vous êtes une nouvelle communauté (comme les colons en Amérique, par exemple).



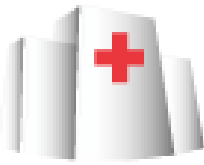

Vous devez vous organiser pour que la communauté se développe. Comment allez-vous vous y prendre ?



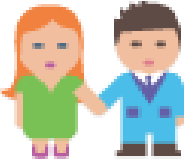



De quoi avez-vous besoin ? En termes individuels ? En termes collectifs ? Quelles priorités ?

Qui va répondre à ces questions ? Comment allez-vous trancher les débats éventuels ?



Proposition de démarche

L'objectif est de choisir 10 indicateurs prioritaires parmi les 18 présentés ci-après.

 <p>EQUILIBRES ECONOMIQUES</p>	<p>1 <u>Équilibres économiques :</u> répartition et gestion des richesses et du travail, consommation, développement économique...</p>
 <p>EQUILIBRES SOCIAUX</p>	<p>2 <u>Équilibres sociaux :</u> démographie, immigration, taux de natalité, service aux personnes, commerces de proximité, niveau de criminalité...</p>
 <p>SANTE</p>	<p>3 <u>Santé :</u> offre et accessibilité des soins de santé, sports, alimentation...</p>
 <p>EMPLOIS TRAVAIL</p>	<p>4 <u>Emploi, travail :</u> accès à l'emploi, conditions de travail, qualité du travail et de la rémunération, concertation sociale,</p>

 <p>ENVIRONNEMENT & CADRE DE VIE</p>	<p>5 <u>Environnement et cadre de vie :</u> biodiversité, qualité du cadre de vie, pollution, responsabilité écologique...</p>
 <p>GOUVERNANCE</p>	<p>6 <u>Gouvernance :</u> dialogue et concertation entre citoyens et élus, transparence, cohérence des politiques, gestion des finances publiques, liberté d'expression...</p>
 <p>EGALITE DES CHANCES</p>	<p>7 <u>Égalité des chances :</u> participation et représentation des femmes à différents niveaux, non-discrimination, tolérance, confiance</p>
 <p>ENGAGEMENT CIVIQUE & CITOYENNETE</p>	<p>8 <u>Engagement civique et citoyenneté :</u> volontariat, solidarité, soutien social, citoyenneté, attitudes de sociabilité, règles de vie en société...</p>
 <p>BIEN-ETRE SUBJECTIF</p>	<p>9 <u>Bien-être subjectif :</u> sentiment d'intégration sociale et de reconnaissance, sensation de sécurité, de tranquillité, satisfaction de vie...</p>
 <p>EDUCATION COMPETENCES</p>	<p>10 <u>Éducation, compétences :</u> niveaux de formation, accessibilité à un enseignement de qualité, accès et gestion de l'information par la population...</p>

 <p>NIVEAU DE VIE</p>	<p>11 <u>Niveau de vie :</u> revenus des ménages, écarts, consommation et endettement, gestion des finances...</p>
 <p>LOGEMENT</p>	<p>12 <u>Logement :</u> accès à un logement de qualité, prix, taille du logement..</p>
 <p>MOBILITE POUR TOUS</p>	<p>13 <u>Mobilité pour tous :</u> accessibilité aux transports en commun, qualité de l'infrastructure routière, mobilité durable...</p>
 <p>UTILISATION DU TEMPS</p>	<p>14 <u>Utilisation du temps :</u> équilibre des différents temps quotidiens : travail, loisirs, activités familiales, personnelles...</p>
 <p>EPANOUISSEMENT SOCIAL & CULTUREL</p>	<p>15 <u>Épanouissement social et culturel :</u> participation à des activités culturelles, relations amicales et convivialité, relations intergénérationnelles et interculturelles</p>
 <p>EQUITE & JUSTICE</p>	<p>16 <u>Équité et justice :</u> traitement juste et équitable, accès équitable à la justice, accès aux droits sociaux, à la sécurité sociale, fiscalité et distribution des richesses...</p>

 <p>EQUILIBRE PERSONNEL</p>	<p>17 <u>Équilibre personnel</u> : capacité de diriger sa vie et d'avoir des projets, estime de soi, contribution au bonheur, amitié, affection...</p>
 <p>SPIRITUALITE, PHILOSOPHIES & RELIGIONS</p>	<p>18 <u>Spiritualités, philosophies et religions</u> : pratiques religieuses, vie spirituelle...</p>

Source : Site de la Région Wallonne

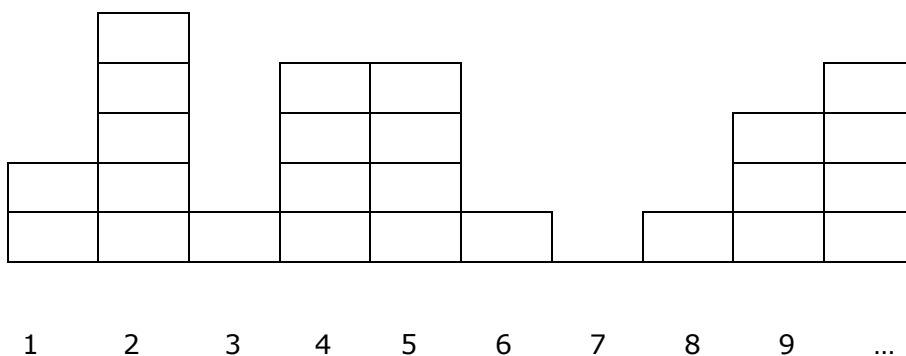
1. Réflexion personnelle :

Chaque participant choisit 10 indicateurs qui lui semblent prioritaires.

2. Mise en commun :

Dans un tableau on récolte les différents avis. La forme du tableau fait apparaître leur importance relative.

Exemple : deux personnes ont choisi le 1^{er} indicateur, 5 personnes ont choisi l'indicateur 2, une seule personne a choisi l'indicateur 3 et ainsi de suite



La question est alors de décider si on se rallie à la majorité ou si un débat est nécessaire pour clarifier le choix et enrichir la réflexion.

3. Travail en sous-groupes :

Chaque sous-groupe est invité à dialoguer pour arriver à un choix de 10 indicateurs.

4. Débat démocratique :

A ce stade de la réflexion, le groupe (ou le sous-groupe) est invité à reprendre chacun des 10 indicateurs choisis et à imaginer quels critères permettront de dire que l'indicateur est atteint.

Cet exercice met en lumière l'importance du débat démocratique quant à la définition de bien-être d'une population mais aussi la difficulté de se mettre d'accord, sachant qu'il y a des choix à faire. Mais il permet aux participants de se sentir acteurs et responsables collectivement du bien-être de chacun.